

Entre devoir et pouvoir

Témoignage de Jean-Pierre Sueur

Sénateur du Loiret, Jean-Pierre Sueur est aussi président de la commission des lois du Sénat. Engagé en politique depuis son adhésion au PSU en 1967, il assure aujourd'hui de hautes responsabilités au Parti socialiste. Secrétaire d'Etat chargé des collectivités locales dans le gouvernement d'Edith Cresson puis dans celui de Pierre Bérégovoy, il a exercé divers mandats électifs depuis 1981 : maire d'Orléans, député et enfin sénateur du Loiret.

Son investissement en politique, constante de sa vie, lui permet de nous proposer une réflexion argumentée sur l'engagement en politique.

Propos recueillis par Dominique Semont



« On peut avoir raison et perdre une élection. On peut aussi, heureusement, avoir raison et gagner ! »

Responsables

Comment et pourquoi « entre-t-on » en politique ? Est-ce service, engagement ou vocation ? Par ambition, opportunité ou hasard ?

Jean-Pierre Sueur : Ce n'est jamais un hasard. Pour moi, l'engagement en politique est le fruit d'une éducation par laquelle j'ai été invité à prendre des initiatives plutôt que de subir le cours des choses. Je le dois à mes parents, aux mouvements de jeunesse auxquels j'ai participé, aux enseignants aussi. La politique, c'est faire des choix et assumer les conséquences de ces choix. C'est s'engager,

pour reprendre un mot peut-être daté, mais qui a toujours beaucoup de sens.

En matière d'éducation, je pense qu'on doit se poser une question fondamentale : dans une journée ou une semaine de collège, de lycée ou d'université, combien de fois a-t-on incité les élèves et les étudiants à prendre des initiatives plutôt qu'à rester passif ? Il faut éduquer nos jeunes, au plus tôt, à l'esprit d'entreprise et à la prise de responsabilité. C'est un travail de tous les instants qui va au-delà des cours d'instruction civique par ailleurs très utiles.

Responsables

Voire thèse de doctorat de linguistique qui « conjugait » devoir et pouvoir a-t-elle été prémonitrice ? La responsabilité exercée à la JEC (Jeunesse étudiante chrétienne) a-t-elle initié un comportement particulier ?

J.P. S. : J'ai beaucoup appris au sein de l'équipe nationale de la JEC où je suis arrivé en 1967 avec Jean-Paul Ciret, Pierre Rosanvallon, Patrick Viveret et beaucoup d'autres, après deux crises internes. J'ai découvert très concrètement dans ce mouvement et à ce moment-là, ce qu'étaient les luttes de pouvoir, les problèmes de statuts, de locaux et même de serrure... La politique, c'est de l'idéal, du rêve et de l'utopie, mais aussi des rapports de force, des questions d'égo et d'ambitions. Il s'agit de tout faire pour que les premières considérations – non dénuées d'un nécessaire réalisme – l'emportent sur les autres. Dans ce sens, il n'a pas été pour moi indifférent de travailler en linguistique sur les verbes « devoir » et « pouvoir »...

Pourquoi fait-on une carrière en politique ? Appel à faire plus, mieux ? Appel à prendre de plus en plus de responsabilités ? Appel du pouvoir ?

J.P. S. : Je n'aime pas le mot « carrière ». Disons plutôt : parcours. La politique n'est pas un métier. J'ai un autre métier. J'ai d'autres centres d'intérêt. On ne peut pas vivre que de la politique. Ou alors il y a un risque de névrose. Il faut toujours prendre de la distance, se remettre en cause, s'efforcer de voir les choses autrement. J'ai gagné des élections, j'en ai perdues. Ce qui permet justement, même si c'est douloureux, de prendre cette nécessaire distance. On n'est pas au-dessus de tout parce qu'on gagne une élection ni en-dessous de tout parce qu'on la perd. On peut avoir raison et perdre une élection. On peut aussi, heureusement, avoir raison et gagner ! Etant socialiste dans un département marqué à droite, le Loiret, je dois dire que rien ne m'a jamais été donné, ni aucune élection acquise... J'ai eu la chance – à vrai dire je ne l'avais pas cherchée ! – de ne cumuler deux mandats électifs, de député et de maire, qu'une seule année. Je parle donc d'expérience quand je dis qu'il faut mettre fin le plus vite possible au cumul des mandats. Nous devons avoir des parlementaires, des maires, à temps plein. Ce sont des tâches passionnantes. Mais qui nous prennent tout entier.

« Faire preuve à la fois de courage et de réalisme, conjuguer le goût de la réforme et le sens de la justice, ne jamais tricher avec la vérité. »

Responsables

Que donne-t-on de soi ? Que reçoit-on : honneurs, coups, compromis... ?

J.P. S. : On donne beaucoup. Il ne faut compter ni ses heures, ni sa peine. Etre disponible. Le contact avec nos concitoyens appelle la modestie. Lorsqu'une femme ou un homme vient vous voir pour vous parler de sa vie, de sa recherche d'un travail, d'un logement, de ses impôts, de l'insécurité dans son quartier, vous devez l'écouter, prendre en compte son problème, essayer de l'aider. Vous pouvez lui faire toutes les déclarations possibles sur vos magnifiques projets de réforme, cela tombera à plat : votre interlocuteur ou interlocutrice aura l'impression que vous ne l'entendez pas.



Etre parlementaire à temps plein n'empêche pas de faire des permanences toutes les semaines. On ne parle pas de la même manière à l'Assemblée ou au Sénat si on rencontre ses concitoyens..

Pour répondre plus précisément à votre question, il y a les honneurs et les coups, y compris les coups bas. Indissociablement. Il faut, dans tous les cas, garder la tête froide et se concentrer sur l'essentiel : les projets, les réformes, les idées, les valeurs. La vie personnelle n'est bien sûr pas la même quand on exerce des responsabilités. Cela vaut dans tous les domaines : politique, syndical, associatif, etc. Il faut, bien sûr, que ces choix soient portés en accord avec sa famille ou ses proches. Ne vivons toutefois pas cela dans la culpabilité !

Responsables

A la relecture de cet engagement, voyez vous une évolution dans la vision que le citoyen a du personnel politique ?

J.P. S. : La crise, les crises, cette folie financière, le chômage, les difficultés de la vie, tout cela, soyons lucides, peut détourner de la politique. Certains comportements des politiques ont aussi, à l'évidence, détourné un certain nombre de nos concitoyens de la politique. Et pourtant, la réponse est, et reste, profondément politique. Il s'agit toujours de maîtriser, autant qu'on le peut, le cours des choses, de ne pas être les jouets d'une finance qui s'est déconnectée de l'économie réelle, de retrouver les chemins de la création d'entreprise et de l'emploi, de construire une société plus juste, de moraliser la vie politique. La réponse à la crise du politique est politique. Simplement, ne jouons pas sur les mots. Pour moi, il faut, toujours et encore, réinventer le politique en s'inspirant en particulier des leçons de Pierre Mendès-France : faire preuve à la fois de courage et de réalisme, conjuguer le goût de la réforme et le sens de la justice, ne jamais tricher avec la vérité.